

La voix de l'opposition de gauche

Le 8 mai 2018

CAUSERIE

- [Causerie au format pdf \(pages\)](#)

Politiquement incorrect.

J'ai entrepris la lecture et l'étude des écrits de Georges Orwell avec le concours des chroniques que le Collège de France leur a consacrées, qui sont inséparables de sa personnalité et de son engagement politique pour le socialisme qui sont ici respectés, ce qui n'est pas le cas dans Wikipédia, qui relève plutôt d'un esprit policier.

Il y quatre méthodes pour aborder Orwell :

- **Celle du Foreign Office, des médias et Wikipédia** qui consiste à fabriquer et relayer une cabale ignoble pour le discréditer ainsi que son oeuvre. Orwell fut un ennemi juré du capitalisme et du stalinisme, on comprend ;

- « en mars 1948, Orwell écrit à George Woodcock pour que le Freedom Defense Committee prenne position contre la tentative du gouvernement travailliste de purger la fonction publique de ses éléments communistes. » John Newsinger, La politique selon Orwell, p. 255.

- **Celle des anarchistes** qui consiste à le présenter comme un socialiste "anti-politique", qui aurait rompu avec la politique, concept évidemment incompatible avec le socialisme, alors qu'il y consacra le reste de son existence à partir de 1936-37 jusqu'à sa mort en 1950.

- "Je ne suggère pas, à partir de ce constat, que la seule solution est de renoncer à la politique quotidienne. [...] Il faut poursuivre la lutte politique, exactement comme un médecin doit tenter de sauver la vie d'un patient, même s'il a de grandes chances de mourir." (À ma guise - Orwell)

- "De son aveu même, en effet, toute son oeuvre de romancier, d'essayiste, de journaliste est de part en part politique. « Ce à quoi je me suis le plus attaché au cours de ces dix dernières années, écrit-il en 1946, c'est à faire de l'écriture politique un art. Ce qui me pousse au travail, c'est toujours le sentiment d'une injustice et l'idée qu'il faut prendre parti. [...] C'est toujours là où je n'avais pas de visée politique que j'ai écrit des livres sans vie. » Ce sont ses expériences politiques qui ont constitué pour Orwell à la fois la motivation et le matériau de son oeuvre ; il a écrit sur elles et à partir d'elles pour les comprendre et les communiquer." (Chroniques orwelliennes - Collège de France)

- "l'importance cruciale qu'il reconnaît aux « expériences politiques »" (id).

Leur méthode ne consistait pas à partir des faits, mais de leurs propres interprétations en recourant à leurs propres critères ou à leur théorie, pour en faire une sorte d'anarchiste plutôt qu'un socialiste. Cela relevait de la récupération politique de bas étage.

- Celle de certains intellectuels en mal d'identité ou de repères qui l'ont caractérisé d'"anarchiste conservateur". Ils ont procédé de la même manière que les anarchistes, c'est-à-dire par

abstraction, en lui collant une étiquette qui somme toute leur va comme un gant, mais ne pouvait pas convenir à Orwell dont les positions avaient évolué depuis sa jeunesse.

Voilà ce qu'en dira Jean-Jacques Rosat du Collège de France :

- En France, depuis qu'en 1995 Jean-Claude Michéa l'a baptisé « anarchiste tory » (anarchiste conservateur), cette étiquette lui est restée collée, brouillant efficacement ses choix pourtant clairs : à partir de son retour d'Espagne en 1937 et jusqu'à sa mort en janvier 1950, Orwell a appartenu à la gauche socialiste révolutionnaire dissidente antistalinienne, radicale et égalitaire. Quant à la formule « anarchiste tory », on rappelle ici (Chroniques 3 et 8) que, quand Orwell l'emploie, c'est à propos de Swift, qui était assurément, dit-il, « un révolté et un iconoclaste », mais qui méprisait les gens ordinaires, haïssait l'égalité et était tout sauf un démocrate. Il se l'est, semble-t-il, appliqué oralement à lui-même par boutade au début des années 1930, quand il ne s'était pas encore complètement débarrassé de son snobisme de classe d'ancien élève d'Eton et de ses réflexes d'ancien officier dans la police coloniale. Mais, après deux mois d'immersion dans la classe ouvrière du nord de l'Angleterre (en 1936) et six mois de fraternité révolutionnaire dans les tranchées espagnoles (1937), la transformation est définitivement opérée.

Dans un livre récent, Michéa admet que, « si on s'en tient à la lettre des textes, Jean-Jacques Rosat a incontestablement raison. À partir de 1937, et jusque dans ses derniers écrits, Orwell a toujours placé l'ensemble de ses combats pour une société décente sous le signe exclusif du socialisme ». (...)

Le débat autour de la question de savoir si Orwell peut être ou non qualifié d'« anarchiste tory » est certainement un débat d'interprétation comme il en existe à propos de tous les penseurs importants et originaux, un débat qui exige qu'on regarde de près tous ses textes dans leur contexte historique et biographique, et selon des critères intellectuels qui sont ceux de toute recherche de vérité – des critères « universitaires » donc. Mais l'enjeu de ce débat n'est pas purement exégétique : il est de savoir, à partir de là, ce qu'Orwell peut nous apprendre. Une des idées qui sous-tendent ces Chroniques est que le voir comme un « anarchiste tory » brouille et fausse un bon nombre de ses leçons. (Chroniques orwelliennes - Avant-propos de Jean-Jacques Rosat - Collège de France)

- **Celle enfin du Collège de France** qui s'en tient strictement aux déclarations d'Orwell et aux faits, à son engagement politique, qu'ils mettent en rapport, au lieu de se laisser influencer par les interprétations intéressées et manquant d'impartialité ou pire encore des uns et des autres.

A bien des égards nous nous ressemblons, à ceci près que nous n'avons vécu ni les mêmes expériences ni à la même époque. Il est plus facile de vivre à la nôtre qu'il le fut à la sienne, quand la quasi-totalité du mouvement ouvrier internationale s'était retrouvé sous l'emprise du stalinisme, de sorte qu'il était extrêmement difficile d'entrevoir comment pourrait se transmettre l'héritage du marxisme ou y demeurer fidèle, sachant qu'il n'existait plus aucun dirigeant de la trempe de Lénine ou aucun parti conçu sur le modèle du parti bolchevik pour l'incarner. Même les rares intellectuels qui étaient parvenus un temps à se rallier à Trotsky, tel André Breton par exemple, finirent par se détourner de la voie de l'organisation ou du militantisme pour les raisons évoquées plus loin.

Ce qui m'intéresse chez Orwell, ce sont les enseignements qu'il a tiré de ses expériences des régimes stalinien ou nazi, dont l'oligarchie s'inspirent de nos jours pour nous imposer un modèle de société totalitaire. Ces enseignements peuvent s'insérer dans ceux que nous ont légués Marx, Engels, Lénine et Trotsky ou les compléter.

Ma démarche se situe à l'opposé de celle des intellectuels qui n'ont pas davantage assimilé Orwell que Marx. Cela dit, il faut bien admettre qu'ils font face à une situation proche de celle qu'avait connue Orwell après avoir rompu avec les représentants du stalinisme, sans que se présente à

eux une alternative politique crédible ou un parti ouvrier dans lequel ils pourraient s'organiser. C'est ce qui nous fait tragiquement défaut.

Les dirigeants, qui contrôlent le ou les partis plus ou moins sérieux, continuent de recourir à un dogmatisme réducteur qui ne permet pas de constituer un pôle de regroupement où pourrait s'organiser les éléments les plus avancés de la classe ouvrière, des intellectuels, des classes moyennes qui seraient tentés par le socialisme. Après avoir dans le passé recouru à des méthodes détestables pour écarter tous ceux qui contestaient leurs analyses, on ne voit pas comment aujourd'hui on pourrait les légitimer à la direction d'un parti ou leur accorder la moindre confiance. Ce sont eux qui fixent ou imposent le cadre dans lequel la discussion peut avoir lieu, autrement dit si vous vous présentez devant eux avec vos propres idées qui ne rentrent pas forcément dans leur cadre ou pire, si vous en contestez les contours, ils ne se donneront pas la peine de les étudier, et vous en arriverez à la conclusion que vous n'avez pas votre place dans leur parti.

C'est ainsi hélas que des milliers de travailleurs sont conduits à demeurer inorganisés, sans parler des milliers de militants qui ont milité un jour dans une structure et qui ne souhaitent plus renouveler cette expérience. Je continue de penser comme Orwell qu'on ne peut pas être socialiste sans être organisé, mais paradoxalement j'ignore comment faire autrement, nous y sommes contraints et forcés, ce qui est un comble puisque notre stratégie repose sur les masses et le parti.

Le passage suivant a été rédigé la veille avant que je découvre les chroniques que le Collège de France avait consacrées à Orwell, et je n'ai pas le temps de le réécrire, les citations ont donc été rajoutées par la suite.

Orwell et ses écrits ou ses engagements ont fait l'objet d'une multitude d'interprétations parfois contradictoires en fonction du statut social de leurs auteurs ou de leurs propres engagements, qui ne nous intéressent pas outre mesure, hormis qu'elles nous ont incité à aborder Orwell avec beaucoup de prudence.

Conspuer par les tenants et les porte-parole du capitalisme et du stalinisme, il n'en fallait pas plus pour nous rendre le personnage sympathique, disons au premier abord pour rester vigilant, impression que l'on conservera par la suite. Son parcours et sa personnalité atypiques devaient forcément porter à polémique, après tout personne n'est parfait, sauf exceptions qui se comptent sur les doigts d'une main sur des siècles et des siècles.

Donc il en fallait plus pour nous détourner des ouvrages qu'il nous a légués, dont le plus célèbre est *1984*, une sorte de roman d'anticipation préfigurant le totalitarisme qui est en train de se mettre en place à l'échelle mondiale, et dont le stalinisme et le nazisme donnèrent un aperçu en modèle réduit, dans le temps j'entends, bien que les Etats-Unis, Israël, la Chine et d'autres Etats s'en inspirèrent largement.

Paradoxalement, de nos jours Orwell fait quasiment l'objet d'un culte de la part d'une partie des intellectuels qui se prétendent progressistes, alors qu'à son époque ils conspuaient la bonne conscience de leurs semblables qui critiquaient volontiers le capitalisme, mais ne souhaitaient pas s'engager au côté de la classe ouvrière ou manifestaient de l'aversion pour le socialisme qu'ils confondaient avec le stalinisme, ceci justifiant ou servant de prétexte malhonnête à cela.

Orwell eut l'occasion de militer dans différents partis qui se réclamaient du socialisme, dont l'Independent Labour Party et le POUM, mais apparemment il ne rencontra jamais de dirigeants qui aient assimilé le marxisme. Dans un contexte particulièrement difficile, quand il était "minuit dans le siècle" (V. Serge), bien qu'il ait été acquis sincèrement au socialisme, il ne parviendra jamais à traduire sur le plan organisationnel ses conclusions, sans doute en a-t-il été détourné par

ses expériences malheureuses plus que par un manque de conviction ou de détermination qui l'anima jusqu'à la fin de sa vie.

Toujours est-il, qu'hier comme aujourd'hui où à toutes les époques, et cela nous concerne tous, il ne suffit pas de se déclarer socialiste pour d'un coup de baguette magique assimiler l'ensemble du processus dialectique matérialiste et historique. Chaque lacune peut se traduire par des interprétations erronées, de telle sorte qu'on s'en détourne à notre insu, d'où la nécessité de vérifier en permanence la validité des idées que nous avons acquises, quitte à les modifier si nécessaire. D'où aussi la nécessité de ne pas les personnifier ou de ne pas s'identifier à des idées qui peuvent être amenées à évoluer, puisque finalement elles n'appartiennent pas à une personne en particulier, pour être le produit de rapports qui impliquent une multitude de facteurs et d'acteurs qui sont susceptibles de connaître de profondes modifications.

Maintenant, quand on n'a pas réussi à trouver le chemin permettant de mettre en pratique une théorie, on peut en arriver à douter de cette théorie ou à la rejeter en partie ou en totalité en lui prêtant inconsciemment nos propres lacunes ou faiblesses, il arrive aussi qu'on en attende trop ou des miracles qui ne se produiront jamais, il en va ainsi également des gens qu'on a été un jour amené à croiser ou à fréquenter. On cherche des explications à nos déconvenues ou à nos désillusions qu'on ne trouve pas, parce qu'on refuse d'admettre qu'on puisse en être à l'origine.

Pour conclure provisoirement sur ce sujet, sur la fin de sa vie Orwell se rapprocha des anarchistes, qui, en tant que farouches ennemis du marxisme, ne trouvèrent rien de mieux à faire plus tard que de théoriser les idées qu'ils partageaient avec lui ou plutôt dans bien des cas, telles qu'ils les avaient interprétées à partir de leurs propres critères, bref de le récupérer pour le faire passer pour un disciple de Proudhon, qui serait opposé à toute théorie au profit de "valeurs non politiques".

- "Orwell n'est ni théoricien ni philosophe" (Chroniques orwelliennes - Avant-propos - Collège de France)

Ne pas être un théoricien et s'opposer à toute théorie, ce n'est pas du tout la même chose.

- Bien qu'il n'y ait pas d'interdictions expresses ni d'instructions claires sur ce qui doit ou ne doit pas être publié, on ne passe jamais outre la ligne officielle. Les chiens de cirque sautent quand le dresseur fait claquer son fouet, mais le chien vraiment bien dressé est celui qui exécute son saut périlleux sans avoir besoin du fouet. (Chroniques orwelliennes - Collège de France)

Orwell : "Tout journaliste de la presse quotidienne vous le dira : l'un des secrets les plus importants de son métier, c'est l'astuce qui consiste à faire croire qu'il y a de l'information quand il n'y en a pas."

- "Pour autant, Orwell ne parle jamais à la place de ses lecteurs, ni en leur nom ; jamais non plus au titre d'une théorie, d'une doctrine ou d'un savoir ; jamais d'en haut ni d'ailleurs ; il est toujours au milieu d'eux, toujours un des leurs. Mais il leur parle avec sa propre voix, la voix singulière qu'il s'est donnée à partir de ses propres expériences politiques." (Chroniques orwelliennes - Collège de France)

- "Mais elles relèvent également d'une stratégie de prise de distance à l'égard de ce qu'on nomme l'« actualité ». Un des pires maux du journalisme est vraisemblablement son obsession de la nouveauté – des news, comme on dit en anglais. Beaucoup de nouveautés sont dépourvues d'intérêt et beaucoup d'autres ne sont pas si nouvelles qu'elles en ont l'air. Pour mesurer ce qui change réellement, les progrès et les régressions, il ne faut pas avoir le nez collé sur les prétendus événements. Aussi Orwell ne cesse-t-il de citer de vieux almanachs, des vers anciens, des revues d'autrefois, des romans qui ont cinquante ou cent ans, etc. Lisant un roman de la seconde moitié

du XIX^e siècle où l'auteur, militant progressiste, décrit les ouvriers comme des sous-hommes qu'il ne sera jamais possible de civiliser, il conclut :

Les temps sont révolus où il semblait naturel de rayer d'un trait de plume toute une couche de la population comme des sauvages incurables. Le plus snob des Tories n'écrivait pas aujourd'hui [de cette façon] sur la classe ouvrière londonienne. [...] Le progrès existe, si difficile que ce soit de le croire en cette époque de camps de concentration et de belles grosses bombes.

À l'inverse, lisant une revue anglaise de l'époque napoléonienne où les Français, ennemis mortels, sont traités avec le plus grand respect, il s'inquiète des propagandes haineuses et injurieuses de notre époque et mesure la régression d'un siècle à l'autre. En ancrant ainsi ses chroniques dans le passé, Orwell aide son lecteur à ne pas confondre modernité et progrès."

- "Le premier est celui qu'a répandu depuis vingt-quatre ans le titre de l'essai de Simon Leys, Orwell ou L'horreur de la politique. Assurément Orwell aurait eu en horreur le « Tout est politique » des années 1960-1970 et sa conséquence : que ce qui comptait n'était jamais de savoir si une idée était vraie ou fausse mais uniquement d'où elle venait, de quelle idéologie elle relevait et quels intérêts elle servait. Il suffit pour s'en convaincre de lire sa critique d'une des expressions favorites de cette époque, qui avait déjà cours de son temps : « Faire le jeu de... », cette « formule magique destinée à cacher les vérités dérangeantes ». Mais attribuer une « horreur de la politique » à Orwell, c'est passer à côté de ce qui est le ressort profond de son engagement et de son écriture, et qui s'exprime pratiquement dans chacune de ses chroniques : avant d'être une sphère particulière de la vie sociale (avec ses institutions, ses partis, ses discours, ses idéologies), la politique est d'abord un ensemble d'expériences quotidiennes de domination et d'injustice, d'égalité et de fraternité, à travers lesquelles se fait ou se défait notre monde commun. Ainsi la lutte des classes traverse tout le tissu de l'existence commune. Elle est perceptible jusque dans les vieilles chansons de marin et dans la gestion des animaux utiles ou nuisibles dans les campagnes. Il n'y a pas de dualité chez Orwell entre l'homme ordinaire et le militant socialiste : la nécessité du combat politique naît primitivement de l'exigence de préserver le monde commun – avec ses valeurs de vérité, d'objectivité et de décence commune – de sa destruction par le prétendu « réalisme », qui n'est que le masque de la volonté de puissance."

- Chroniques orwelliennes - Jean-Jacques Rosat membre du Collège de France
<http://books.openedition.org/cdf/2092?lang=fr>

- ...à l'heure des choix, dans l'Espagne de 1937, dans l'Angleterre de juin 1940, ou face au monde de 1946, « son flair moral » s'est avéré sûr : il s'est trouvé là où il fallait. (id)

George Orwell : « À une époque de tromperie universelle, dire la vérité devient un acte révolutionnaire ».

Wikipédia - Parallèlement à ces activités, Orwell envoie entre 1941 et 1946 seize articles (« Les Lettres de Londres ») à la revue américaine d'inspiration trotskiste Partisan Review.

LVOG - Ici figure la note suivante :

Wikipédia - Elle se caractérisa par sa forte hostilité à l'égard du stalinisme et elle devint le lieu d'expression d'une sorte de trotskisme littéraire : elle afficha une vive sympathie pour les idées de Trotski mais évita tout lien organisationnel ». J. Newsinger, La politique selon Orwell, p. 161.

Partisan Review.

Wikipédia - Un trimestriel américain littéraire et politique publié de 1934 à 2003...

Comme plusieurs revues « radicales » ou de « gauche » publiées au cours de la guerre froide, elle est financée par la CIA par le biais de fondations qui servaient de façades.

LVOG - Ici figurait un lien renvoyant à Frances Stonor Saunders qui publia en 2003 *Qui mène la danse ? La CIA et la Guerre froide culturelle*

Qui est Frances Stonor Saunders ? Wikipédia - une réalisatrice de documentaires pour la télévision. Hidden Hands: A Different History of Modernism, réalisé pour Channel 4 en 1995, traite des liens entre différents critiques d'art et peintres expressionnistes abstraits avec la CIA.

Who Paid the Piper?: CIA and the Cultural Cold War (paru en 1999, traduit en français en 2003), son premier ouvrage développé à partir de son travail documentaire, se concentre sur l'histoire du Congrès pour la liberté de la culture, association culturelle anticommuniste secrètement financée par la CIA. <http://www.bu.edu/partisanreview/archive/index.html>

La cabale montée contre Orwell par le MI6 (Secret Intelligence Service ou SIS), relayée par le Guardian, Le Monde, Libération

Wikipédia - Polémique relative à la liste de noms de « communistes » fournie à l'Information Research Department

Le 11 juillet 1996, un article publié dans le quotidien anglais The Guardian révèle que George Orwell a livré en 1949 une liste de noms de journalistes et d'intellectuels « cryptocommunistes », « compagnons de route » ou « sympathisants » de l'Union soviétique à une fonctionnaire de l'Information Research Department (une section du ministère des Affaires étrangères britannique liée aux services de renseignements), Celia Kirwan. La réalité de cette collaboration est prouvée par un document déclassifié la veille par le Public Record Office.

L'information est relayée en France principalement par les quotidiens Le Monde (12 et 13 juillet 1996) et Libération (15 juillet 1996). Le public français apprend ainsi que l'auteur de 1984 « dénonçait au Foreign Office les "cryptocommunistes" » (Le Monde, 13 juillet 1996). Dans son numéro d'octobre 1996, le magazine L'Histoire va plus loin encore, expliquant qu'Orwell aurait « spontanément participé à la chasse aux sorcières » organisée contre les intellectuels communistes par le Foreign Office.

Ces articles français oublient de mentionner plusieurs informations essentielles. D'abord, Kirwan, belle-sœur de l'écrivain Arthur Koestler, était une amie intime d'Orwell, dont elle avait repoussé la demande en mariage en 1945, alors que l'écrivain était veuf depuis quelques mois. Ensuite, la remise des informations a eu lieu à l'occasion d'une visite de Kirwan à Orwell, peu avant la mort de ce dernier, qui était déjà dans un sanatorium. Kirwan lui confie alors qu'elle travaille pour un service gouvernemental chargé de recruter des écrivains et des intellectuels susceptibles de produire de la propagande antisoviétique. Orwell, après lui avoir donné les noms de quelques personnes de sa connaissance lui paraissant aptes à être recrutées, propose de lui indiquer, à titre privé, les noms d'autres personnes qu'il est inutile d'approcher, en raison de leurs convictions politiques (lesquelles sont souvent de notoriété publique).

La fameuse liste, déclassifiée en 2003 – mais déjà mentionnée dans la biographie de Bernard Crick parue en 1980 ; celui-ci en ayant tout simplement consulté la copie disponible dans les Archives Orwell – confirme ce qui précède. Bernard Crick signale que « quelques-uns (des individus), recensés comme ayant simplement des opinions « proches », semblent sélectionnés pour des raisons tirées par les cheveux et peu pertinentes ». Simon Leys répond à cela que la liste établie pour Kirwan n'est pas établie uniquement en fonction de critères politiques, mais signale également des individus dont il est inapproprié de solliciter la collaboration en raison de leur « malhonnêteté » ou de leur « stupidité ».

Dans sa biographie politique d'Orwell, John Newsinger mentionne que l'auteur a manifesté à plusieurs reprises à la fin des années 1940, son hostilité à toute tentative d'instaurer un « maccarthysme anglais ». Il indique aussi que, « lorsque l'IRD a été créé par le gouvernement travailliste, son but affiché est de mener des activités de propagande en faveur d'une troisième voie entre le communisme soviétique et le capitalisme américain. Il n'est absolument pas évident à l'époque qu'il s'agissait d'une arme des services secrets britanniques ».

Pour terminer, il faut indiquer que 1949 est l'une des années les plus terribles de la guerre froide. Staline est vieillissant, et sa paranoïa ne cesse de s'aggraver ; l'URSS a mis au point l'arme atomique et termine son processus de satellisation des pays d'Europe de l'Est ; la guerre de Corée est sur le point de débiter ; et l'Angleterre grouille littéralement d'espions du NKVD (notamment les fameux Cinq de Cambridge).

Orwell, lui, très loin des sympathies soviétiques d'une partie de l'intelligentsia occidentale, a pu voir pendant la guerre civile espagnole le stalinisme au pouvoir à Barcelone, lors de l'élimination des anarchistes qui contrôlaient la ville.

Le détail de cette affaire se retrouve dans le pamphlet Orwell devant ses calomniateurs, publié en 1997 par L'Encyclopédie des nuisances aux éditions Ivrea. De manière plus succincte, Simon Leys aborde la question dans la réédition de son essai Orwell ou l'horreur de la politique (2006) en concluant à la fin de l'annexe III :

« Le fait que, un demi-siècle après sa mort, Orwell ait pu encore être la cible d'une aussi crapuleuse calomnie montre bien quelle formidable et vivante menace il continue à présenter pour tous les ennemis de la vérité ». Wikipédia

Sur L'Information Research Department (IRD)

Wikipédia - L'Information Research Department (IRD), fondé en 1948, dissous en 1977, était une section du Foreign Office (le ministère des affaires étrangères britannique).

Cette campagne de propagande anticommuniste était secrètement financée et ne s'affichait pas comme telle auprès du public.

LVOG - Lénine n'était-il pas un agent du Keiser, le gouvernement bolchevik n'a-t-il pas été financé par la Fed ou les banquiers de Wall Street, et Trotsky, un juif qui plus est, sournois cela va de soi, n'était-il pas un agent de la CIA, les trotskystes n'ont-ils pas pactisé avec les nazis (hitléro-trotskyistes) ?

George Orwell, Le lion et la licorne, 1941 - Jorge Semprun

Résumé - Il dénonce également les compromissions idéologiques de l'élite anglaise à l'égard du national-socialisme, une élite moins soucieuse d'être patriote et unie à son peuple que de défendre ses seuls intérêts de classe.

- « Le POUM (Partido Obrero de Unificacion Marxista) était l'un de ces partis communistes dissidents que l'on a vu apparaître en beaucoup de pays au cours de ces dernières années, par suite de l'opposition au stalinisme, c'est-à-dire au changement, réel ou apparent, de la politique communiste » George Orwell, Hommage à la Catalogne, p. 249.

- Le gouvernement républicain et les communistes du PSUC (sur ordre de Moscou) voulaient stopper le processus révolutionnaire enclenché à Barcelone : le 3 mai, la police investit le central téléphonique contrôlé par la CNT (anarcho-syndicaliste). Une grève générale spontanée s'ensuit. La direction du POUM presse celle de la CNT de prendre la tête du mouvement afin de remettre

en route le processus révolutionnaire, ce qu'elle refuse, préférant malgré tout rester fidèle au gouvernement catalan. Isolé, le POUM estime ne pas avoir les capacités nécessaires pour organiser l'insurrection qui prend fin le 6 mai, après des combats qui ont fait plus de neuf cents morts et quatre mille blessés. Cf. Orwell, Hommage à la Catalogne, Appendice II, « Ce que furent les troubles de mai à Barcelone », p. 263-294 ; Newsinger, La Politique selon Orwell, p. 89-94.

A suivre.

Pédagogie ou démagogie.

Les faits nous donnent raison un peu plus chaque jour et cela en devient gênant.

J'ai une question à vous poser : Qui va nous expliquer réellement ce qui se passe ? Pourquoi les travailleurs font-ils preuve d'une telle insouciance, passivité ou neutralité, j'entends au-delà de leurs combats de nature corporatiste ? Vous me répondez que la réponse est contenu dans la question. Même cela on ne nous le dit pas, on comprend pourquoi, mais c'est une autre question. Mais encore ?

Comment peut-on vivre dans une société aussi pourrie, chaque jour qui passe étant encore plus pourrie que le précédent ? C'est à croire qu'ils y trouvent leur compte ou qu'ils sont résignés. A moins qu'ils ne se sentent pas concernés parce qu'ils ne croient en rien. Vous me direz qu'il ne s'agit pas de croire mais de savoir, d'accord, mais en attendant à défaut de savoir, il faut faire avec ceux qui croient inconsciemment car c'est de là qu'émergera le savoir, une fois qu'ils seront parvenus à croire qu'ils ne savaient rien ou à en prendre conscience, pour peut-être commencer à apprendre quelque chose, puis passer à l'action...

Il s'agit là d'un constat et non d'un jugement, ceux qui ne savent pas faire la différence ferait bien de lire Orwell.

Ils osent tout dans le meilleur des mondes.

- "Nous savons que c'est un monde pourri dans lequel nous vivons", a lancé Jean-Luc Mélenchon. AFP 5 mai 2018

Ne l'était-il pas déjà hier ? Il en sait des choses... mais on ne le dirait pas ! Pour lui, c'est juste un concept ("nous savons") et non quelque chose qui correspond à un vécu, comme le chômage, la précarité, la pauvreté... Là vous frisez le procès d'intention, pas vraiment car il s'en accommode comme de Macron, de l'UE, etc.

- Le président de la Commission européenne, le conservateur Jean-Claude Juncker, y est allé de son hommage : "Marx n'est pas responsable de toutes les atrocités dont ses héritiers supposés doivent répondre", a-t-il dit à Trèves. AFP 5 mai 2018

Il devait encore être aviné... Le 5 mai, c'était le bicentenaire de la naissance de Karl Marx.

- Le fondateur et rédacteur en chef de Consortium News, Bob Parry.

Bob a révélé le scandale de l'Iran Contra, mais au lieu de recevoir le prix Pulitzer, il a été licencié par l'Associated Press et Bloomberg. Alors il a suivi le conseil d'un célèbre spécialiste des médias A. J. Liebling : « La liberté de la presse n'est garantie que pour ceux qui possèdent un média ». Les Crises 6 mai 2018

Suite du 1er mai. Au temps des miliciens.

De deux ils sont pas passé à sept, c'est trop !

- Violences du 1er Mai: 7 suspects mis en examen et remis en liberté sous contrôle judiciaire - AFP 05.05

Sept personnes soupçonnées d'avoir commis des dégradations après la manifestation du 1er-Mai à Paris ont été mises en examen et remises en liberté sous contrôle judiciaire, contre l'avis du parquet qui avait demandé leur détention provisoire, a-t-on appris samedi de source judiciaire. AFP 05.05

Potache.

Plusieurs dizaines de milliers de manifestants font "la fête à Macron" dans une ambiance festive - AFP 05.05

"La fête à Macron", manifestation "pot-au-feu" à l'initiative du député insoumis François Ruffin, a rassemblé des dizaines de milliers de personnes à Paris dans une ambiance largement festive, encadrées par 2.000 policiers et gendarmes venus empêcher l'irruption de black blocs, quelques jours après les violents incidents du 1er-Mai.

La France insoumise (LFI) a revendiqué la présence de 160.000 manifestants à Paris pour le premier anniversaire de l'élection du chef de l'Etat, mais selon un comptage réalisé par le cabinet Occurrence pour un collectif de médias en milieu de parcours, 38.900 personnes ont participé au défilé. La préfecture de police en a compté 40.000.

Selon les organisateurs, cette initiative est une "première étape". Déjà, plusieurs associations, syndicats, partis envisagent une nouvelle journée de protestation le 26 mai. Ce jour-là, "par millions, déferlez ! Soyez la marée humaine qui change l'Histoire", a imploré samedi M. Mélenchon. AFP 05.05

Je vais vous le dire comme je le pense, leur fête, cela me fait chier au possible, c'est indécent, j'ai horreur du carnaval, grotesque. Ce qu'on subit ne me fait pas marrer du tout, je n'en dirai pas plus.

On peut participer au 26 mai : Dehors Macron, abolition de la Constitutions de la Ve République, assemblée constituante souveraine !

On dirait qu'ils savent très bien à qui ils ont affaire, et que cela ne les inquiète pas outre mesure.

- Poutou veut une "radicalisation de la contestation politique" - l'express.fr 05.05

L'ex-candidat à la présidentielle, Philippe Poutou (NPA) appelle, dans une interview à paraître lundi dans le quotidien "La Marseillaise" à une "radicalisation de la contestation politique", envers Emmanuel Macron. Interrogé par le même quotidien, le leader de Génération.s Benoît Hamon invite à une "riposte sans répit".

Les deux leaders politiques appellent à l'union: "Il faut travailler à la construction d'une unité politique, syndicale et associative", déclare M. Poutou en jugeant que le "rendez-vous unitaire du 26 mai est une bonne chose" dans cette perspective. "La force du projet de Macron et des libéraux s'appuie sur l'idée qu'il n'y aurait pas d'alternative. A nous de montrer qu'il existe une alternative démocratique, sociale, écologique, qui se trouve à portée de mains et que rien n'interdit de mettre en oeuvre.", lance, de son côté, Benoît Hamon.

Interrogé par le même journal, Benoît Hamon, responsable du mouvement Génération.s, déclare : "Face à Macron, il faut assumer une forme de harcèlement politique et social. C'est un gouvernement qui harcèle les Français par des réductions de moyens pour l'école publique et les maisons de retraite, des droits en moins pour les salariés du privé, des postes et des missions en moins dans les services publics, des libertés en moins dans l'espace public", estime Benoît Hamon.

"Il faudrait une riposte qui soit une riposte sans répit. Il ne faut lui laisser aucun répit, car lui-même ne laisse aucun répit aux Français", ajoute l'ex-candidat PS à la présidentielle. Selon lui " la gauche a besoin de poser des actes de résistance en commun". M. Hamon appelle à "résister dans la rue, sur Internet, partout où nous pouvons pour contrer le démantèlement des services publics, parce que c'est cela dont on parle, ainsi que les droits des salariés". lexpress.fr 05.05

A bas la gauche et extrême gauche institutionnelle, c'est une imposture de droite !

Il reste la grève générale insurrectionnelle, celle où on dit : Stop, on ne marche plus, on n'accepte pas un sacrifice de plus, on arrête tout. Ceux qui détiennent le pouvoir doivent dégager et c'est nous qui devons décider nous-mêmes l'orientation de la société, dans quelle société nous voulons vivre, sur quelle base elle doit être reconstruite...

Mais avant d'en arriver-là, il y a un certain nombre d'obstacles à faire sauter, le premier consiste à croire que le capitalisme est éternel et que nous lui devons tout, alors qu'en réalité c'est nous qui produisons les richesses et nous ne lui devons rien ; le premier consiste à croire que nous ne serions pas apte à gouverner, alors qu'en réalité c'est nous qui faisons fonctionner la société et personne d'autres; le troisième consiste à croire que cela ne pourrait pas fonctionner parce que nous dépendrions de la mondialisation de l'économie, alors qu'en réalité tous les peuples partagent les mêmes besoins ou aspirations et s'inspireraient de notre expérience pour s'emparer du pouvoir politique...

Totalitarisme. Ils ont de la suite dans les idées.

- Facebook utilise l'intelligence artificielle pour prévoir vos actions futures au profit des annonceurs, indique un document confidentiel - Les Crises 07.05

Quand l'inquisiteur et faussaire est juge et partie.

- Loi contre les fausses informations : l'avis du Conseil d'État - Les Crises 5 mai 2018

L'Assemblée nationale a publié l'avis rendu par le Conseil d'État portant sur les propositions de loi relatives à la lutte contre les fausses informations

Commentaires d'internautes.

1- Merci pour cette publication qui nous révèle une fois de plus que la dictature de moins en moins soft, pardon "la verticalité du pouvoir" est en marche.

Ce texte abscons et indigeste a été rédigé par des technocrates pour des technocrates et non pour le rendre lisible et intelligible au plus grande nombre.

Il part d'un postulat faux : l'ingérence "d'Etats" – lire Russie – dans des élections en occident et en premier lieu aux US.

Cette fable a été prouvée et largement documentée sur ce site.

Ensuite, le CSA, qui n'a pas respecté ses propres règles en 2016 concernant le temps de parole aux candidats et tout particulièrement celui de Macron et de son équipe va voir ses pouvoirs coercitifs étendus...à devinez qui : RT et Sputnik qui ne sont bien entendu pas cités mais clairement visés.

Le CSA pourra même aller jusqu'à leur retirer – comme à d'autres -, sur "justificatifs", le droit d'émettre sur Internet !

Au vu de ce que l'Etat et les médias MSM entendent par "fausses informations", le CSA devient de facto et officiellement – en période électorale pour le moment – le Ministère de la Vérité... et ce n'est plus une fiction de 1984 !

2- Indépendamment des débats juridiques précis, il est évident que ce qui est visé par la loi c'est le débat et la critique réels que certains se permettent malgré la censure médiatique, grâce à internet.

3- D'après Cohen le "journaliste" qui a pignon sur rue sur France 5 et France inter me semble-t-il, le simple fait de demander des preuves sur la soi-disant attaque chimique de la Ghouta fait de nous des "révisionnistes en temps réel ". Je vous laisse imaginer ce qui attend les personnes qui ne prennent pas pour argent comptant ce que dit big brother...

3- Le vote en 2017 était déjà une "enfumade" totale. Avec ces nouvelles lois, le pouvoir verrouille la prochaine élection, que Macron se présente à nouveau ou non.

Rappelons-nous, en 2017, le plan A était Juppé et non Macron. Donc en 2022, pour ne pas être confronté à la même déconvenue, pas de primaires, propagande de masse pour Le candidat choisi par le Deep State oligarchique/mondialiste et contrôle des médias dissidents pour que tout roule comme prévu.

Bienvenue en dictature !

4- Ce qui est fantastique, c'est qu'un aréopage d'élus et la plus haute instance administrative du pays parle de "diffusion massive de fausses information" pendant les dernières périodes électorales.

C'est insensé et proprement scandaleux car justement, cette affirmation est une fausse nouvelle elle même.

Je rappelle que ce soit pour l'élection Française, US, Allemande ou le Brexit, personne n'a donné ne serait-ce qu'un seul exemple de fausse information consistantes.

5- ...c'est quoi ces gens qui parlent de choses qui n'existent même pas et qui attendent aux libertés publiques sur des chimères?

6- Comme l'avait dit Karl Rove, conseiller de Bush Jr, "nous créons notre propre réalité...".

C'est exactement ce que fait Macron et son gouvernement mais aussi inquiétant, les Institutions font de même.

Chacun peut constater que Macron et son gouvernement piétinent le Droit mais si les Institutions s'y mettent, alors il n'y a plus aucun doute sur le régime Français.

7- Je n'ai pas de mots assez durs pour exprimer ma consternation la plus totale à la lecture des extraits de l'avis du Conseil d'État. Il n'y a aucune rigueur et les éléments factuels fondant la

légitimité reconnue dans cet avis portant sur ce projet de loi sont pitoyablement énoncés comme tel : "les publications de fausses nouvelles massives" et autres "ingérences d'Etats" étrangers avec "des moyens financiers et technologiques importants", sans jamais se sentir obligé d'en préciser les éléments d'information qui leur permettent d'affirmer de telles choses. C'est terrifiant de bêtise sachant que c'est une des trois cours suprêmes françaises.

8- Avec le système qui va être instauré, il y aura les chefs suprêmes de l'info qui dicteront ce qui est "right" et ce qui est "fake" et qui auront champ libre pour nous balancer n'importe quoi puisqu'ils auront la légitimité de la bonne info, donc la légitimité de tous les mensonges y compris de ceux qui entraînent des renversements de régimes (les armes de destruction massive de l'Irak) et des bombardements de représailles justifiés au mépris du droit international (les armes chimiques utilisées dans la Ghouta). Y a du souci à se faire

9- Ben oui fallait s'attendre à quoi ? A ce qu'ils obligent la presse mainstream à faire un mea culpa général pour l'ensemble de son œuvre ? Vietnam, Algérie, Irak, Syrie, Lybie, Serbie, Ukraine et j'en passe ? Non, vaut mieux accuser les autres de ses propres avanies, parce que sinon, la dissonance cognitive serait tellement importante qu'elle en ferait même griller le cerveau de BHL.

Sapir avait raison quand il évoquait une "démocrature", nous y sommes, et ça n'est que le début. Il est vraiment temps que la société civile se réveille pour de bon, ou nous risquons de perdre pour de bon le peu de liberté qu'il nous reste.

10- C'est bien plus facile de tromper quelqu'un que de le convaincre qu'il a été trompé...

En complément. Qui complot ?

- Skripal et le poison de Poutine: la théorie du complot du gouvernement May

<https://www.mondialisation.ca/skripal-et-le-poison-de-poutine-la-theorie-du-complot-du-gouvernement-may/5625410>

Le récit officiel sur l'empoisonnement de Sergei et Yulia Skripal est un pot-pourri d'allégations et d'affirmations dénuées de toute logique, qui ne s'accordent pas entre elles, qui ne font pas sens, et qui nous obligerait, pour les croire, à accepter la chose et son contraire en même temps. Il s'agit en somme d'une théorie du complot, et qui plus est particulièrement mal ficelée. mondialisation.ca

Ils ne sont pas les seuls à avoir de la suite dans les idées.

- La censure de la haine avec Alain Deneault - franceculture.fr 04/05/2018

Le philosophe Alain Deneault, pour la publication de son ouvrage "Faire l'économie de la haine : essais sur la censure", dresse une critique acerbe du nouveau "totalitarisme" qui frappe nos sociétés par la conjonction du néolibéralisme, de l'avènement des multinationales et du recul des Etats.

"La censure a cours de manière invasive à travers les mots. En remplaçant le terme d'utilisateur par le terme de client en ce qui concerne la SNCF par exemple, on détruit dans l'esprit des gens la notion de service public." Alain Deneault

Dans l'actualité des idées aujourd'hui : une critique du nouveau « totalitarisme », celui de l'économie omniprésente, de l'emprise des multinationales sur la marche du monde. Avec la complicité des Etats.

"En voulant supprimer l'axe gauche-droite pour se présenter comme la seule parole possible, l'extrême-centre a donné l'émergence d'une polarité entre un Etat violent et brutal et des populations qui lui résistent." Alain Deneault

Un regard décentrée et une parole acérée celle du philosophe québécois Alain Deneault, directeur de programme au Collège international de philosophie à Paris. Il est l'auteur d'essais sur les multinationales, les paradis fiscaux et l'idéologie de la gouvernance, dénonçant les effets pervers du système économique capitaliste. Il a notamment publié "la Médiocratie" paru en 2015 en France chez Lux, "le totalitarisme pervers" et "Politiques de l'extrême centre"... Il a récemment réuni et présenté des textes de Georg Simmel dans L'argent dans la culture moderne (Editions Hermann, mars 2018).

"Un discours nous est imposé comme étant le seul possible : plus de revenus pour les multinationale et de dividendes pour les actionnaires, moins de fond pour les services publics et pour les travailleurs." Alain Deneault. franceculture.fr 04/05/2018

Ils osent tout. Propagande et conditionnement. Ils ont dégoté la perle rare dans un tas de fumiers qui pue la réaction.

Qui sont ces Herbretais qui "ne mégotent pas sur leur enthousiasme" à Macron ?

- Une septuagénaire, ex-prof de BEP et ancienne supportrice de Nicolas Sarkozy ;
- Un commerçant, pâtissier-chocolatier ;
- Un cadre, responsable du développement durable ;
- Un cadre, conseiller en intégration technologique dans l'industrie ;
- Un chef d'une entreprise de courtage ;
- Une maire MPF (Mouvement pour la France de Philippe de Villiers)

Sur le marché un dimanche matin, ils n'ont croisé aucun ouvrier ou étudiant, valait mieux les faire disparaître. Bref, cela ne s'invente pas, dans cette commune de 16 500 habitants, ne vivent que des nantis, des gens heureux... qui ne représentent qu'une minorité de la population. Libération accorde 41 lignes aux privilégiés qui en pincent pour le roitelet, et 6 aux défavorisés qui le vomissent, normal en oligarchie.

- Aux Herbiers, «le meilleur président depuis très longtemps» - liberation.fr 6 mai 2018

Dans la commune vendéenne, terre de droite tendance Villiers-Fillon, les habitants, à quelques exceptions près, ne tarissent pas d'éloge sur Emmanuel Macron.

Aux Herbiers, grosse bourgade vendéenne de 16 500 habitants, tout baigne. Le soleil brille, le taux de chômage n'a jamais été aussi bas (4,3 % selon les tout derniers chiffres), l'équipe de foot disputera mardi - suprême consécration - la finale de la Coupe de France face au PSG et la France a un «super président». Aux Arcades, un bar-brasserie où l'on fait les préparatifs pour la retransmission de la rencontre, Marie-Jeanne, septuagénaire alerte, ex-prof de BEP et ancienne supportrice de Nicolas Sarkozy, est sous le charme. «Macron ? C'est le meilleur président qu'on a eu depuis très longtemps. Très intelligent, très fin dans ses remarques, il a la manière et en même temps la fermeté, c'est un cuir qui ne craint pas les coups. Quand on voit toutes ces grèves, les cheminots qui se battent pour leur retraite à 52 ans, c'est d'un égoïsme sans nom. Et il tient bon. Il ose faire ce que Sarkozy n'a pas osé.»

Installé au bar, Christophe, pâtissier-chocolatier de 57 ans tout habillé de bleu marine, abonde. «Macron, c'est la nouveauté, la jeunesse. Il faut qu'il aille encore plus vite, avec encore plus de réformes !» Pas de doute, en ces terres de droite longtemps fillonistes quand elles n'étaient pas acquises à Philippe de Villiers et à son Mouvement pour la France (MPF), on s'est trouvé un

nouveau champion. Même certains électeurs qui ont pu par le passé voter à gauche trouvent de nombreuses vertus au Président. Comme Cyrille, 46 ans, responsable du développement durable chez Fleury-Michon, une des grosses entreprises des Herbiers qui, avec le chantier naval Jeanneau ou la société de charpentes métalliques Briand, recrutent à tour de bras. «Il incarne bien la fonction, se bat pour l'environnement et a donné de la dynamique sur l'Europe et les grands enjeux géopolitiques, juge-t-il. Il manque quand même la dimension sociale. Il faudrait remettre les gens autour de la table pour un vrai changement.»

Du côté du marché Saint-Pierre, où l'on se presse autour des étals de fruits et légumes, à deux pas de l'église des Herbiers dont les cloches carillonnent pour célébrer un baptême, d'autres Herbriens ne mérogent pas sur leur enthousiasme. Comme Jean-Yves, 57 ans, chandail sombre sur polo rose, qui a voté François Fillon au premier tour de la présidentielle, figure dont les turpitudes ont, ici comme ailleurs, considérablement dévalué la cote. «Pendant la campagne, je ne trouvais pas Macron crédible, se souvient-il. Je n'aimais pas son profil d'arriviste, sa façon de naviguer dans les hautes sphères, mais ça a été la bonne surprise. Il a redressé l'image de la France et il a une ligne directrice. Il tient un cap et fait des réformes qui ne sont peut-être pas plaisantes mais qu'il fallait faire.» Pour ce conseiller en intégration technologique dans l'industrie, ce qui lui donne «beaucoup de crédit», c'est également «l'aveuglement de l'opposition», qui en est réduite selon lui à organiser une «manifestation pot-au-feu» grand-guignolesque ou à se présenter, comme l'a fait le député de La France insoumise François Ruffin, en maillot de foot à l'Assemblée.

Chef d'une entreprise de courtage de 15 salariés, Stéphane, 53 ans, un sac de fruits de mer à la main, qui appréciait un François Fillon qu'il juge désormais totalement discrédité, salue aussi le volontarisme du Président. «Il a une fermeté qui me convient, sinon on n'avance pas, estime-t-il. On parle de président des riches, mais si les riches sont plus riches, je m'en fous. Ce que j'espère, c'est qu'ils créent de l'emploi, des richesses et que les pauvres soient moins pauvres.»

Au marché Saint-Pierre, tout le monde n'est cependant pas sur cette ligne et plusieurs retraités, évoquant la baisse de leurs pensions, lâchent, bougonnent, au seul nom de Macron, de lapidaires «il est nul !» ou «zéro !». Sans plus de commentaires. Michel, ébéniste et solide gaillard de 63 ans, avoue une profonde aversion. «J'ai horreur de ce personnage. Il est faux, ce mec. Il veut faire preuve d'empathie, mais il n'aime ni les vieux ni le peuple, tout ce qui l'intéresse, c'est le pognon. Il devait baisser les dépenses publiques, il n'a rien fait. Fillon, Macron, c'est la même chose, de l'hypocrisie !»

Au bar des supporters du VHF (Vendée Les Herbiers Football), dont les couleurs rouge et noir ont envahi la ville, la maire MPF, Véronique Besse, 54 ans, venue partager une flûte de vin pétillant, exprime une opinion exactement inverse, tout en soulignant qu'avec «toute la batterie de casseroles qu'il a aux fesses», Fillon est «grillé». «Les vieux politiciens avec les vieux schémas, c'est dépassé», juge-t-elle, tandis qu'un tonitruant «Vive Macron !» résonne dans le bar. «Emmanuel Macron est l'incarnation de ce dont les gens ont besoin, la franchise, l'authenticité. Il s'attelle aux vrais problèmes et n'a pas peur d'aller sur le terrain, à la rencontre des gens, y compris ceux qui ne sont pas d'accord avec lui.» Mardi soir, ils seront côte à côte au Stade de France. L'édile en rougirait presque déjà de plaisir. liberation.fr 6 mai 2018

En complément. Macron incarne l'Ancien Régime.

- Philippe de Villiers (MPF) «Il (Macron -ndlr) a compris qu'il lui fallait habiter le corps des rois» - Liberation.fr 06.05

C'est à y perdre la tête...

Ils osent tout. L'imposture de trop.

Un secret de polichinelle qui vaut bien un aveu dont ils peuvent se vanter. A droite toute, au bout de la droite : l'extrême droite.

Quand ils évoquent Macron et sa politique, ils les comparent volontiers à un "rouleau compresseur" qui broie tous nos acquis ou droits sur son passage, ce qui fait davantage penser à la mission que remplirait l'extrême droite si elle était au pouvoir.

Mais les attardés que nous sommes s'interdisent toujours de caractériser le néolibéralisme et ses représentants d'extrême droite, parce que les moyens auxquels ils recourent pour parvenir à leurs fins sont plus raffinés ou sophistiqués, psychologiques, plus délicats que la mitrailleuse, cependant les conséquences sont tout aussi violentes pour ceux qui les subissent.

La réaction est bien liée au passé, faisons en sorte qu'elle n'ait pas de futur.

- Les vieux mots de la nouvelle droite - Liberation.fr 07.05

Un président aux accents monarchiques, à la politique libérale, attaché à l'ordre et ambigu sur la laïcité : Macron collectionne les marqueurs traditionnels de droite. Liberation.fr 07.05

Macron aurait caché sa "vraie nature".

- Candidat «ni de droite ni de gauche», président bien de droite. - Liberation.fr

Elu sur un positionnement centriste, le chef de l'Etat convainc surtout à droite, à coups de réformes libérales et de fermeté affichée. Un an après son arrivée à l'Elysée, Emmanuel Macron révèle-t-il sa vraie nature ? Liberation.fr

Mission impossible.

- Dans un documentaire sur France 3, Macron confesse "ne pas chercher à être aimé" - Le HuffPost

Elle compte sur vous...

- Un an après sa défaite, Marine Le Pen tente de remonter la pente - AFP 7 mai 2018

Totalitarisme. Macron, le fer de lance de la réaction mondiale. Quand la température monte, il casse le thermomètre.

- La France propose de changer les statuts de l'OIAC - Réseau Voltaire 6 mai 2018

Depuis plusieurs mois, les membres du « petit groupe » (Arabie saoudite, États-Unis, France, Jordanie, Royaume-Uni) tentent d'éliminer la Russie du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Dans la même veine, la France vient de proposer d'amender les statuts de l'OIAC, l'organisation chargée de vérifier l'application du Traité d'interdiction des armes chimiques —ce qui par voie de conséquence modifierait le sens du Traité—.

L'idée est que, puisque la Russie s'est opposée à la version atlantiste de l'affaire Skripal et des événements de la Ghouta orientale, l'OIAC puisse trancher sans elle sur ce qui s'est passé et puisse désigner les coupables.

Jusqu'ici, le mandat de l'OIAC lui permet d'établir des faits, pas de désigner des responsabilités. Les décisions de l'Organisation sont prises à une majorité qualifiée.

La proposition française est de décider désormais à la majorité simple ce qui donnerait automatiquement le pouvoir aux seuls Occidentaux. Réseau Voltaire 6 mai 2018

Barbare sanguinaire et maintenant escroc. Le vrai visage des "rebelles modérés" soutenus par les puissances impérialistes occidentales.

- Le leader de l'opposition armée syrienne vole 47 millions de dollars à son organisation - Réseau Voltaire 6 mai 2018

Selon plusieurs responsables de l'Armée de l'islam (groupe jihadiste jadis implanté dans la Ghouta orientale), le chef de leur organisation, Mohammed Alloush, s'est enfui après avoir volé 47 millions de dollars à son organisation.

Mohammed Alloush est le cousin de Zahran Alloush, fondateur du groupe jihadiste, mort en décembre 2015. La famille Alloush est dirigée par le grand-père, un prêcheur wahhabite réfugié en Arabie saoudite. Elle dispose de biens importants au Royaume-Uni. Soutenu par les Britanniques et les Français, Mohammed était devenu le leader de la délégation de l'opposition aux négociations de Genève. En Syrie, il s'était fait connaître par sa campagne d'assassinat des homosexuels.

Mohammed Alloush aurait réinvesti les sommes volées dans des commerces en Turquie et en Arabie saoudite. Réseau Voltaire 6 mai 2018

En oligarchie. Quand le parlementarisme est illégitime. La crise politique du capitalisme est mondiale.

- Allemagne: Le SPD à 17% dans un sondage, les conservateurs à 34% - Reuters 7 mai 2018

- Italie: Le M5S fait un nouveau pas en direction de la Ligue - Reuters 7 mai 2018

Le chef de file du Mouvement 5 Etoiles (M5S), Luigi di Maio, a formulé dimanche une nouvelle offre à la Ligue d'extrême droite afin de sortir l'Italie de l'impasse dans laquelle elle se trouve depuis les élections législatives du 4 mars. Reuters 7 mai 2018

- Consultations de la dernière chance sur le futur gouvernement italien - AFP 7 mai 2018

Les forces politiques italiennes doivent défilier une dernière fois lundi dans le bureau du président de la République, Sergio Mattarella, qui menace de nommer un gouvernement technique si aucune majorité politique ne se dessine, deux mois après les élections législatives. AFP 7 mai 2018

- Liban: faible mobilisation, les partis au pouvoir devraient conserver leur monopole - AFP 7 mai 2018

Le Liban a tenu dimanche ses premières élections législatives en près d'une décennie, un scrutin qui a peu mobilisé et ne devrait pas bouleverser la répartition du pouvoir entre les principaux partis en place.

Les bureaux de vote ont fermé à 19H00 (16H00 GMT) et sur les 3,7 millions d'électeurs, seuls 49,2% ont déposé leur bulletin dans l'urne, contre 54% en 2009, a indiqué dans la soirée le ministre de l'Intérieur, Nohad Machnouk.

Quelque 597 candidats répartis en 77 listes étaient en lice, pour des législatives organisées pour la première fois selon un mode de scrutin proportionnel.

Mais la répartition des sièges est aussi régie par un subtil partage confessionnel, entre les différentes communautés religieuses, et respecte une parité islamo-chrétienne. AFP 7 mai 2018

- Tunisie : faible participation aux premières municipales libres - AFP 7 mai 2018

Les premières municipales libres de Tunisie ont été marquées par une forte abstention dimanche, les Tunisiens se disant démobilisés par les difficultés économiques et politiques, lors d'un vote jugé crucial pour enraciner la démocratie dans l'unique pays rescapé du Printemps arabe.

Le taux de participation à ce scrutin proportionnel à un tour, qui s'est déroulé sans incident majeur, n'a atteint que 33,7% au niveau national, et seulement 26% à Tunis, selon l'instance en charge des élections (Isie).

Fin 2014, la participation avait atteint 64,6 et 59% pour la présidentielle, et même 69% pour les législatives.

Les 5,3 millions d'électeurs tunisiens inscrits ont voté pour les conseillers des 350 municipalités, parmi 57.000 candidats. Ces conseillers devront ensuite élire les maires d'ici la mi-juin. AFP 7 mai 2018

- Nouvel attentat contre un centre électoral en Afghanistan: au moins 13 morts - AFP 7 mai 2018

Au moins 13 personnes ont été tuées et 33 blessées dimanche par l'explosion d'une bombe dans un centre d'enregistrement pour les élections législatives dans l'est de l'Afghanistan, une nouvelle attaque contre le scrutin à venir. AFP 7 mai 2018

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Peut-on tirer sur un enfant soldat? - Slate.fr

A gaza, ils ne sont pas armés et vos amis les massacrent...

- Gaza: trois Palestiniens tués par des soldats israéliens, selon un nouveau bilan - AFP 7 mai 2018

Trois Palestiniens ont été tués dimanche dans la bande de Gaza près de la frontière par des tirs de soldats israéliens, a annoncé l'armée israélienne dans un communiqué. AFP 7 mai 2018

Quelle audace insensée, ils violent la démocratie made in Otan !

- Irak: l'aviation irakienne frappe une nouvelle fois l'EI en Syrie - AFP 7 mai 2018

L'armée de l'air irakienne a frappé dimanche, pour la deuxième fois en deux semaines, une position du groupe jihadiste État islamique (EI) dans l'est de la Syrie, a annoncé le bureau du Premier ministre. AFP 7 mai 2018

- L'ultranationaliste Seselj empêché de manifester dans un village de Serbie - AFP 7 mai 2018

La police serbe a empêché l'ultranationaliste Vojislav Seselj de manifester dimanche à Hrtkovci, village de la province de Vojvodine où vit une minorité croate, où ses discours dans les années 1990 lui ont valu d'être condamné par la justice internationale. AFP 7 mai 2018

Fake news. Dossier sur le coup d'Etat fomenté par Washington et Bruxelles en Arménie

Je précise que je n'ai découvert ces articles qu'avant-hier.

- L'Arménie, une révolution au scénario très bien orchestré par Karine Bechet-Golovko - Mondialisation.ca 01 mai 2018

Les pays de l'espace post-soviétique sont frappés de deux types de handicaps, qui freinent leur développement naturel: intérieurs et géopolitiques. Qui sont liés.

Son histoire et son implantation européenne, ses liens particulièrement forts avec la Russie, qui l'a toujours protégée des invasions diverses et variées de ses grands voisins, en ont fait un enjeu de taille pour le système atlantiste.

Ce n'est certainement pas pour rien que ce tout petit pays a l'une des plus grandes ambassades américaines au monde. Ne pouvant jouer sur la radicalisation comme en Ukraine, les différentes tentatives de révolution ayant échoué et les liens avec la Russie étant trop puissants (pour l'instant), le jeu a été mené par l'intermédiaire de l'OSCE, en s'appuyant sur les faiblesses humaines et institutionnelles.

Serge Sargsian.

Elu Président en 2008 au premier tour avec 52,82% des voix. L'OSCE confirme que les élections sont conformes aux normes internationales, mais le candidat ne plaît pas, il représente le clan de la force, le clan « pro-russe », qui s'oppose à un règlement du conflit au Haut-Karabakh en faveur de l'Azerbaïdjan, comme le veut le clan américano-turc. En plus il est légitime, fort du soutien populaire, donc difficilement manipulable. Or, l'Arménie est un gros morceau, un morceau qui résiste. Un allié indéfectible de la Russie. Une rupture idéologique.

Une première révolution de couleur est tentée en 2008 dès l'élection à la fonction présidentielle de S. Sargsian, menée par le premier président arménien, Levon Ter-Petrosian, rejoint par Nikol Pachinian, à la tête de l'actuelle tentative de coup d'Etat. Mais à cette époque-là, le président Sargsian est fort, légitime, la révolution qui durera du 20 février au 1er mars sera réprimée et ses leaders poursuivis en justice, condamnés et incarcérés.

Comprenant que l'attaque frontale ne marchera pas en Arménie, la tactique change et se reporte sur le front institutionnel: ce que tu ne peux détruire de l'extérieur, il faut l'infiltrer et le fissurer. L'OSCE lance alors un monitoring des procès des opposants politiques et « découvre » des imperfections dans le système judiciaire en particulier et institutionnel en général. Un travail de sape est mis en place, le rouleau compresseur est lancé. Aucun système n'étant formellement parfait, il toujours possible d'y travailler, la réalité de son fonctionnement n'intéressant pas les « réformateurs » européens « bien -intentionnés ».

Nikol Pachinian, leader de l'opposition, est alors condamné à 7 ans de prison. Mais des mouvements de rue sont régulièrement organisés et maintiennent une pression sur le pouvoir. En 2011, la libération des « prisonniers politiques » est demandée. Le pouvoir recule, Nikol Pachinian est libéré, il sera élu député en 2012 avec quelques autres opposants, très minoritaires au Parlement.

Le coup de génie de l'OSCE est de savoir exploiter au maximum les faiblesses humaines. Car pour qu'une mauvaise réforme prenne, il faut trouver l'individu au pouvoir qui peut y trouver son intérêt personnel. Serge Sargsian en est à son deuxième mandat et ne pourra être élu encore une fois. Or, il ne semble pas prêt à quitter le pouvoir. L'alternative se présente: mettre un autre

candidat en poste ou bien changer les institutions et garder le pouvoir. Il a changé les institutions pour garder le pouvoir.

En 2014, il annonce alors la réforme constitutionnelle transformant l'Arménie en République parlementaire, qui sera adoptée en 2015, mais dont l'entrée en vigueur est reportée de trois ans, c'est-à-dire au moment de la fin du deuxième mandat de Sargsian. Pour sa part, il promet de ne pas se représenter au poste de Premier ministre, qui détiendra alors le véritable pouvoir. Mais son parti remporte les législatives et il est élu Premier ministre par le Parlement en avril 2018. Ce fut l'erreur. Une erreur parfaitement exploitée.

La transformation de Nikol Pachinian en candidat « acceptable »

C'est alors que la colère gronde, elle est bien canalisée par l'opposition qui promet de vivre mieux, comme en Occident, mais sans aucun programme économique. Comme en Ukraine, les déclarations anti-russes en moins.

Nikol Pachinian à la tête du mouvement d'opposition a troqué son costume d'homme d'affaires occidental pour adopter celui du combattant du Haut-Karabakh, beaucoup plus populaire.

Le Premier ministre Serge Sargsian a brusquement démissionné une semaine après son élection par les députés, mais ce n'est pas suffisant. Le Parlement « doit » nommer le candidat de la rue, c'est-à-dire Pachinian sous menace de faire dégénérer la situation.

Les leçons ont été tirées de l'Ukraine et de 2008. Pas de drapeaux étrangers – le mouvement doit être présenté comme « national », donc naturel. C'est ce que répète sans relâche Pachinian. Des garanties – verbales – également répétées en boucle affirmant que rien ne changera à l'égard de la Russie. Ce qui calme le voisin, et coupe toute possibilité de réactions.

Logiquement des élections anticipées auraient dû être organisées suite à la démission du Premier ministre, ce qui aurait permis de régulièrement régler cette crise politique. Mais la logique de la rue n'est pas une logique politique, c'est une logique « de guerre ». Il faut remporter la victoire à n'importe quel prix, c'est le droit du plus fort, donc la négation du droit.

Le Parlement va se prononcer demain, 1er mai. Le pouvoir, faible, continue à reculer. Après la démission de Sargsian, le parti majoritaire au Parlement n'a pas présenté de candidat, « pour ne pas envenimer la situation ». Finalement, le pouvoir crée un vide politique que l'opposition remplit par la force. Les manifestants restent dans la rue, pour faire pression. Quelques dizaines de milliers contre tout un peuple. La minorité hurlante va-t-elle réussir à prendre le pouvoir ?

<https://www.mondialisation.ca/larmenie-une-revolution-au-scenario-tres-bien-orchestre/5625342>

- L'anarchie arménienne est seulement bonne pour les USA par Andrew Korybko - Mondialisation.ca, 02 mai 2018

Nikol Pashinyan, le politicien expérimenté qui mène ce qu'il a décrit comme une « révolution de velours » et a été l'un des principaux instigateurs de la tentative de révolution de couleur dénommée « Erevan électrique » en 2015, a été le visage public de cette campagne, même si l'ancien premier ministre a clairement expliqué qu'un homme dont le parti n'a fait que 7% des voix aux dernières élections n'a pas le droit de parler au nom de la nation. Il faut dire toutefois en « faveur » de Pashinyan qu'il a été très clair sur ses intentions de changement de régime et que son mouvement a su attirer des hordes de jeunes naïfs dans ses foules en expansion progressive.

De façon compréhensible, ces jeunes sont furieux de la stagnation économique de cet État du Caucase du Sud, mais leur participation aux troubles a été exploitée pour les faire servir de

boucliers humains en protection des leaders du mouvement plus âgés, tout comme en 2015. De plus, il faut dire que l'Arménie – tout comme l'Ukraine il y a presque cinq ans – est divisée en Est et Ouest, et que cette division est soulignée par le numéro d'équilibriste de l'ancien gouvernement Sargsyan, qui tentait de préserver à la fois son adhésion à l'Union économique eurasiatique menée par la Russie et sa nouvelle relation avec l'UE à travers le CEPA (accord de partenariat global et renforcé entre l'Arménie et l'Union européenne).

Cette schizophrénie géostratégique, pour ainsi la nommer, a eu pour effet imprévu de déstabiliser la situation politique intérieure en Arménie en envoyant des messages confus à ses citoyens et en provoquant des discordes dans tous les secteurs de la société, comme presque toujours dans les cas de leaders politiques indécis qui essaient de faire plaisir à tout le monde et qui, en fin de compte, ne satisfont personne. Cette situation s'est avérée un terrain fertile pour des hyper-nationalistes comme Pashinyan, qui allègue démagogiquement que le gouvernement précédent n'en avait pas fait assez pour protéger les intérêts de l'Arménie et aurait dû répondre d'une façon ou d'une autre à la « diplomatie militaire » des Russes, qui ont maintenu un « équilibre » stratégique entre l'Arménie et son ennemi voisin, l'Azerbaïdjan.

Les implications de la prise de pouvoir par Pashinyan et d'autres hyper-nationalistes pro-occidentaux en Arménie après la démission de Sargsyan ne doit pas être sous-estimée, parce qu'il est très possible qu'ils provoquent une « guerre de continuation » dans le Haut-Karabagh [territoire grand comme un département français indépendant depuis la chute de l'URSS, et qui est resté un théâtre de conflits entre Arméniens et Azéris, NdT], dans une tentative d'attirer la Russie dans une conflagration où elle pourrait s'enliser dans un borborygme régional dans le Caucase. Les accords de défense mutuelle avec Erevan ne s'étendent pas au-delà de la frontière arménienne jusqu'à la région disputée, qui se situe à l'intérieur des frontières internationalement reconnues de l'Azerbaïdjan [Voir la carte ci-dessous, NdT], mais quoi qu'il en soit, la dynamique de chaos des conflits est telle que la base militaire russe de Gyumri, au nord-ouest de l'Arménie, pourrait bien finir par jouer un rôle.

La déstabilisation de cet État n'est pas du tout à l'avantage de la Russie, ni de l'ordre mondial multipolaire émergent en général, mais il correspond à ceux des USA et de leurs alliés en créant des problèmes juste au centre de l'entente tripartite Russie-Turquie-Iran, de plus à une époque particulièrement sensible au plan géopolitique.

<https://www.mondialisation.ca/lanarchie-armenienne-est-seulement-bonne-pour-les-usa/5625362>

- Maïdan reloaded : changement de régime en Arménie par Andrew Korybko - Mondialisation.ca 02 mai 2018

Quand neuf législateurs sur 105 mènent un mouvement de plus en plus violent pour renverser un gouvernement élu via ce qui est finalement devenu un coup d'État militaire de basse intensité, c'est normalement le signe inquiétant qu'une dictature, et non une démocratie s'annonce.

La révolution de couleur en Arménie a été une réussite, et le politicien hyper-nationaliste et oligarque au petit pied Nikol Pashinyan a pu faire pression sur l'ancien président et aujourd'hui ex-premier ministre Serzh Sargsyan pour qu'il démissionne, malgré l'insistance de ce dernier sur le fait que « une force politique [celle de Nikol Pashinyan] qui a fait 7-8% des voix dans cette élection, n'a pas le droit de parler au nom de la nation » et de « faire du chantage à l'État ». La fin de son gouvernement est arrivée rapidement après que ses nouveaux amis de l'UE l'aient trahi en exigeant la relâche de Pashinyan et d'autres provocateurs arrêtés (y compris deux terroristes poseurs de bombes présumés), et que Sargsyan ait obtempéré. Cela a coïncidé avec des centaines de soldats sortant des casernes pour se joindre aux « manifestants », ce qui a déclenché des menaces de sévères sanctions légales à leur encontre par des représentants patriotes de l'armée.

Malheureusement pour l'ordre constitutionnel de l'État, le désormais ex-premier ministre a suivi les pas de son homologue Ukrainien Ianoukovitch et refusé de recourir à la force pour résoudre cette crise hybride, choisissant plutôt de démissionner plutôt que d'obéir au devoir légal espéré par sa population et de restaurer l'ordre dans les rues. Nous ne savons pas encore si les soldats conspirateurs ont été envoyés dans les rues par ceux de leurs commandants alignés sur le lobby de la diaspora arménienne basée en Californie, qui tente de téléguider la révolution colorée, ou s'il ont désobéi en masse à leurs supérieurs pour sortir dans les rues. Mais quelle que soit la réponse, cet incident démontre une fracture sérieuse dans les forces armées, qui continuera sûrement à être exploitée.

Cette combinaison de militaires « rebelles » dans les rues couplée à une minorité de politiciens hyper-nationalistes qui ont pris le contrôle de milliers de jeunes esprits, et fait du chantage à l'État pour qu'il accède à sa volonté de changement de régime, implique que l'Arménie ne verra pas ce qui est superficiellement considéré comme « la démocratie occidentale », mais, de façon inquiétante, elle pourrait voir la sorte de dictature dysfonctionnelle qui s'est formée chez sa voisine, l'Ukraine « révolutionnaire », dont « l'Euromaïdan » à Kiev, il y a cinq ans de cela, reflète fidèlement ce qui vient de se passer à Erevan.

Le point-clé est que l'Arménie va très probablement se tourner encore plus vite vers l'Occident qu'elle ne l'a fait jusqu'ici, avec sa diaspora californienne de type Gulen sur le point de prendre le pouvoir sur l'État à travers ses représentants locaux, et ses citoyens forcés d'accepter le remplacement de leur oligarques pro-russes par des oligarques pro-américains. La Russie a beaucoup à perdre avec ce qui vient de se passer, parce que les hyper-nationalistes de type Pravy Sektor pourraient tenter de rediriger la colère de la société contre le partenaire historique de l'Arménie aujourd'hui associé au président destitué Sargsyan, que le président Poutine avait félicité pour « son accession à ce poste de responsabilité qui réaffirme son autorité politique et le soutien de la population aux grandes réformes prévues pour résoudre les défis socio-économiques de l'Arménie. »

Si « convaincants » soient les efforts de la puissante diaspora arménienne (et tout particulièrement celle de la Californie) pour présenter la dernière révolution de couleur de l'Amérique comme une « victoire pour la démocratie et pour le peuple », il ne faut pas oublier que Sargsyan a cédé à la pression de l'UE, tout comme Ianoukovitch l'avait fait, et a autorisé le renversement de son gouvernement par des forces politiques dont il avait lui-même dit hypocritement, 24 heures avant sa chute, qu'elles ne représentaient que 7-8% des voix et n'avaient « pas le droit de parler au nom de la nation » ou de « faire du chantage à l'État ». Nous ne pouvons que conjecturer sur ce qui a pu se passer entre-temps pour le faire changer aussi vite d'avis, bien que cela puisse avoir un rapport avec le coup d'État militaire mené par ce qui pouvait être des troupes « rebelles ».

Quoi qu'il en soit, la démocratie n'a pas gagné en Arménie – la dictature a vaincu – et l'avenir du pays n'a pas eu l'air plus sombre depuis bien longtemps, mais comme dans le sillage immédiat de « l'Euromaïdan », la majorité du peuple n'a pas encore réalisé ce qui s'est passé, et quelques-uns ne le réaliseront jamais.

<https://www.mondialisation.ca/maidan-reloaded-changement-de-regime-en-armenie/5625360>

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Inde

- Violences au Cachemire: 10 morts lors de manifestations - AFP 07.05

Cinq insurgés présumés, parmi lesquels un universitaire, ont été abattus dimanche par l'armée indienne au Cachemire, et cinq civils ont trouvé la mort lors de manifestations qui ont suivi, a annoncé la police locale. AFP 07.05

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Inde

- Adolescente violée et brûlée vive en Inde: le suspect principal arrêté - AFP 07.05

La police indienne a annoncé dimanche l'arrestation du suspect principal du viol et du meurtre d'une adolescente qui a été brûlée vive, dernière affaire en date dans une série d'agressions sexuelles contre les femmes dans le pays.

Le chef du village où les faits se sont produits a également été arrêté et la famille de la victime de 16 ans a été placée sous protection spéciale par la police.

Le suspect principal, Dhanu Bhuiyan, a été découvert dans la maison de proches où il se cachait depuis le crime commis dans un district reculé de l'Etat de Jharkhand (est).

La jeune fille avait été enlevée de chez elle jeudi alors que sa famille assistait à un mariage et violée dans une forêt, avait précisé la police locale.

La famille s'était alors plainte auprès du conseil des anciens du village qui avait ordonné vendredi à deux accusés d'effectuer cent abdominaux et de verser une amende de 50.000 roupies (750 dollars).

Furieux devant cette sentence, Dhanu Bhuiyan et les autres suspects auraient alors roué de coups les parents de la jeune fille et incendié leur maison avec cette dernière à l'intérieur.

Les conseils d'anciens règlent souvent des différends, contournant le système judiciaire en Inde, long et coûteux. Même si leurs décisions n'ont pas de force juridique, leur influence sur les communautés rurales est considérable. AFP 07.05

Le conseil du village est renouvelé chaque année. Mais en réalité ce sont les familles les plus riches qui le dirigent à tour de rôle, leurs membres sont auto-désignés ou cooptés, ce sont des hommes en général ou exclusivement, selon mon expérience personnelle. Il est censé représenter les intérêts du village auprès des représentants de l'Etat du district auquel il est rattaché, qui eux-mêmes ont été élus et sont membres de partis politiques corrompus.

ECONOMIE

Etats-Unis

- Montant record d'emprunts pour le Trésor américain - leblogfinance.com 30.04

Signe des temps et de l'endettement gigantesque des Etats-Unis : le Trésor américain a indiqué lundi avoir emprunté la somme – record, pour un trimestre – de 488 milliards de dollars

pour les trois premiers mois de 2018. Un montant qui dépasse le dernier record établi le 1er trimestre 2010. Date à laquelle, sortant d'un phénomène de récession, l'Etat fédéral avait emprunté 483 milliards de dollars. Compte-tenu du coussin de trésorerie qui aura été accumulé, les emprunts ne devraient pas dépasser 75 milliards au second trimestre, mais devraient néanmoins remonter à 273 milliards pour le 3e trimestre, selon les précisions fournies par le Trésor US.

De coûteuses réductions d'impôts pour le Trésor américain

Reste que selon le Bureau du Budget du Congrès (CBO), les réductions d'impôts particulièrement massives accordées aux entreprises américaines – mesures qui auront permis de doper leurs bénéficiaires et de faire face à la hausse des matières premières – le déficit du budget de l'Etat américain devrait nettement se creuser pour passer de 665 milliards de dollars en 2017 à 804 milliards en 2018.

Dans un rapport séparé, le Trésor a indiqué qu'au 30 juin 2017, la valeur des titres américains détenus à l'étranger était de 18.409 milliards de dollars, dont 7.189 milliards de dollars en actions, 10.290 milliards en titres à long terme (dont 1.262 milliards en obligations appuyées sur des crédits immobiliers) et 930 milliards en obligations à court terme. leblogfinance.com 30.04

Inde

- PSA concevra avec Tata des véhicules low cost pour l'Inde - leblogfinance.com 04.05

PSA a choisi d'externaliser en Inde la mise au point de véhicules à bas coûts destinés aux pays émergents. C'est en effet ce qu'indique le journal économique Les Echos. Le tout dans le cadre d'un projet mis en oeuvre via une alliance avec un partenaire local, d'ores et déjà évoqué par la presse indienne depuis quelques mois.

Selon les Echos, PSA a missionné la société de R & D Tata Consultancy Services – l'une des plus importantes sociétés du conglomérat indien Tata fortement implanté dans les secteurs de l'automobile et de l'acier – pour concevoir des véhicules adaptés aux portefeuilles des clients indiens. A l'instar de la Renault Kwid, le produit conçu pourrait également être destiné à d'autres pays émergents. En interne PSA, ce type de véhicules aurait la dénomination de « smart cars ».

Comme on pouvait s'y attendre, le choix de l'Inde est avant tout financier, Tavares précisant que l'objectif de PSA était d'obtenir un prix de fabrication deux fois moins élevé qu'en France. Le constructeur souhaiterait un approvisionnement en pièces locales à 90 % et chercherait à réduire les coûts de production d'au moins un tiers par rapport à la valeur la plus performante réalisée par le groupe au niveau mondial. Vaste défi, certes, mais le groupe souhaite se donner le temps qu'il faudra pour pouvoir atteindre une cible aussi audacieuse.

Conçue avec la devise «Be Indians in India», le recours de TCS par PSA est une «tentative par un conglomérat mondial de concevoir et développer des produits pour les acheteurs indiens au coût indien et concurrencer fortement Maruti et Hyundai» affirmaient quant eux les media indiens en janvier dernier.

Ajoutant qu'après avoir tiré les leçons des erreurs commises par d'autres constructeurs automobiles internationaux – lesquels avaient voulu appliquer en Inde les méthodes globales d'ingénierie, stratégie qui s'était avérée au final infructueuse en terme de coûts – PSA avait décidé désormais de s'appuyer sur l'ingénierie indienne.

La presse locale avait également tenu à préciser que TCS travaillait de manière intensive avec Nissan pour ses divers projets globaux et avait aidé le constructeur japonais Isuzu pour ses plans

d'approvisionnement en Inde. Indiquant par ailleurs que le groupe Volkswagen avait engagé pour sa part une discussion avec Mahindra Engineering Services, Tata Technologies et Hinduja Technologies.

La direction du groupe tente quant à elle de lever toute ambiguïté. Soulignant que les nouveaux véhicules développés ne seront pas des voitures low-cost du même ordre que la Tata Nano.

Tout en peaufinant parallèlement la mise au point de ses smart cars, PSA devrait lancer la production chez son partenaire indien CK Birla à partir de la mi-2019, au rythme de 30.000 puis 60.000 voitures à l'année.

En janvier 2017, les groupes PSA et CK Birla ont signé des accords de joint-venture pour produire et vendre des véhicules et des composants en Inde à l'horizon 2020. Ce partenariat comprend deux accords de joint-venture entre le Groupe PSA et les sociétés du Groupe CK Birla. Dans le cadre du premier accord, le Groupe PSA détiendra une part majoritaire dans la joint-venture constituée avec HMFCL pour l'assemblage et la distribution des voitures particulières de PSA en Inde. En vertu du second accord, une joint-venture 50/50 est constituée entre le Groupe PSA et AVTEC pour la fabrication et la fourniture de groupes motopropulseurs. Les sites de production pour l'assemblage des véhicules et des groupes motopropulseurs seront situés dans l'État de Tamil Nadu.

L'usine de CK Birla devrait disposer d'une capacité annuelle de 100.000 unités et bénéficiera d'un investissement complémentaire au fur et à mesure de la montée en puissance du projet à long terme. Le site devrait se voir adjoindre une unité de fabrication de moteurs et de transmissions. La performance de la structure industrielle sera soutenue par un degré élevé d'intégration locale, afin d'atteindre le niveau requis de compétitivité des coûts.

Sur place, le groupe compte s'appuyer sur un réseau de concessionnaires indépendants. Ce partenariat à long terme devrait permettre aux deux entreprises de contribuer à la croissance du marché automobile indien, dont la production devrait atteindre 8 à 10 millions de véhicules d'ici à 2025, contre 3 millions en 2016. leblogfinance.com 04.05